

12 décembre : manifestation à Bruxelles et pétition contre le retour de l'austérité en Europe



La Confédération Européenne des Syndicats (CES) ambitionne de réunir des dizaines de milliers de manifestants de toute l'Europe le 12 décembre à Bruxelles, veille d'une réunion déterminante pour l'avenir de tous les pays membres, dont la France. Pour participer à cette mobilisation, rapprochez vous de votre Fédération ou Union Départementale CGT. Les décisions prises au niveau européen ont en effet des répercussions concrètes sur nos conditions de travail, nos salaires, notre protection sociale, notre gouvernance économique. Cette mobilisation permettra de mettre la pression sur les gouvernements afin que la voix des salariés soit entendue, même à Bruxelles ! Une autre Europe pour un autre avenir économique, social et démocratique La CGT milite pour que les politiques européennes répondent d'abord aux aspirations et aux besoins du monde du travail et non à des idéologies libérales qui se sont révélées destructrices sur le plan économiques, social et environnemental. Plutôt que la concurrence généralisée, il s'agit de promouvoir la coopération et la solidarité. Face au détricotage des services publics et des politiques industrielles et à l'accroissement des inégalités qui nourrissent la montée très inquiétante des forces d'extrême droite en Europe, les syndicats s'organisent avec la CES pour dénoncer les impasses des politiques européennes actuelles et l'imposture des fausses réponses de l'extrême droite partout en Europe. L'urgence ? L'augmentation des salaires ! Dans toute l'Europe, l'inflation a grignoté nos salaires, sauf là où ils sont indexés sur les prix, comme en Belgique. Dans le même temps, les profits des entreprises continuent de capter encore plus de richesses

créés et les gouvernements comme les employeurs refusent d'augmenter les salaires, ce qui accentue d'autant les inégalités entre les femmes et les hommes. Avec son entêtement aveugle à vouloir limiter les dépenses publiques et se concentrer sur des politiques "de l'offre" qui ne favorisent que les banques et les marchés financiers et les marges des entreprises, l'Union Européenne se prive des moyens d'agir. Le dérèglement climatique comme les destructions d'emploi ne sont pourtant pas des fatalités, mais bien les résultats de choix politiques. Le 12 décembre, à Bruxelles, les salariés peuvent changer la donne. Comment contribuer à la mobilisation ? Nous avons tous besoin d'un accès à des soins de qualité, à l'éducation et à une sécurité qui nous soutienne en cas de besoin. Les négociations en cours à Bruxelles risquent de mettre à mal les éléments qui permettent à nos sociétés de prospérer. Nous ne pouvons pas laisser aboutir la tentative de ramener l'Europe à des règles strictes d'austérité. Les personnes qui travaillent et leurs proches ont besoin d'investissements publics dans l'éducation, les soins de santé, les salaires et un avenir durable. Aujourd'hui, alors que le continent est confronté à une crise du coût de la vie provoquée par des profits records, les travailleurs refusent d'en payer le prix. La réponse solidaire de l'Union européenne à la pandémie de Covid-19 a montré ce qu'il était possible de faire. Il était essentiel de libérer des fonds pour préserver l'emploi et les revenus des travailleurs. Nous avons besoin de plus de la même chose, pas d'un retour aux recettes ratées du passé. [Signez la pétition](#)

